

# *contre-courant*

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Neuvième année----- NUMERO 35 -----Juillet 2002

DANS CE NUMERO:

- ? [La torture légale](#)
  - ? [Un an de lutte de classe ouvrière d'Iran](#)
  - ? [Les salaires et la perspective des protestations ouvrières](#)
  - ? [Le néolibéralisme et ses solutions économiques](#)
- 

## La torture légale

Alors que la République islamique et son pouvoir judiciaire continuent de mutiler les mains et pieds de condamnés, de lapider et pendre en public et de persécuter les prisonniers politiques, la presse du régime et des radios persanophone émettant de l'étranger ont orchestré une campagne de propagandes autour d'un projet de loi sur "l'interdiction de la torture". L'Assemblée islamique a voté la loi sur "l'interdiction de la torture" le 8 mai 2002. Elle a 12 articles. L'article le plus important est le premier qui dit : toute persécution physique d'un prisonnier pour aveux, l'isolement, l'utilisation d'un bandeau sur les yeux du prisonnier dans une prison, l'interrogation pendant la nuit, faire éveiller un prisonnier, tout acte de pression psychologique, l'insulte pendant l'interrogatoire, l'utilisation des produits hallucinogènes, la mise en détention dans un endroit bruyant, la garde d'un prisonnier affamé et assoiffé etc. sont considérés comme torture et sont interdits. Mais cet article s'annule immédiatement par un alinéa. C'est bien cet alinéa qui fait découvrir la nature de toute cette loi sur l'interdiction de la torture. Car il dit que l'inspecteur, le juge et le ministère du renseignement peuvent employer tous les points énumérés s'il est nécessaire de découvrir ou dévoiler des délits. Les cas où cette soi-disant nécessité s'impose sont les actions armées, l'adhésion des individus aux groupes mohareb (faisant la guerre à l'islam), l'espionnage, les activités des réseaux de contrebande de drogues, la prise d'otage et l'enlèvement. Quand cette loi a été votée par l'Assemblée islamique à majorité "réformatrice", toute discussion s'est alors focalisée pour savoir si le Conseil de surveillance donnerait son accord pour qu'elle soit applicable. C'est comme si cet accord changerait le cours des choses. Le problème n'est pas seulement de savoir que la torture et les massacres font partie des fondements de l'Etat islamique, mais aussi de savoir qu'avec cette loi, ils deviennent tout à fait légaux ! Il est évident que cette loi énumère des cas extrêmes, par exemple celui des contrebandes de drogue, pour dévier les intentions. A part les querelles entre l'Assemblée islamique et le Conseil de surveillance sur les lois, quel est le véritable but de la loi sur "l'interdiction de la torture" ? Elle poursuit avant tout un coup politico - médiatique. La majorité "réformatrice" de l'Assemblée islamique tâche de se montrer différente de la faction adverse en proposant de temps en temps des projets de loi. Lorsque le Conseil de surveillance en rejette certains, la faction "réformatrice" crie au

scandale et le fait que la faction adverse ne la laisse pas travailler dans l'intérêt des gens. La majorité "réformatrice" de l'Assemblée (sympathisant de Khatami) fait ainsi durer l'ordre réactionnaire actuel en faisant de la démagogie. Elle essaye, en même temps, de consolider sa place dans les querelles avec la faction adverse pour que celle-ci lui cède des concessions. Quand les sympathisants de Khatami parlent de libertés politiques, ils veulent faire obliger la faction d'en face de les reconnaître pour eux et non pas pour tout le monde. Quand la majorité "réformatrice" parle de liberté de presse, elle n'entend surtout pas que tout opposant puisse avoir son journal, mais juste pour que le pouvoir judiciaire n'interdise pas ses propres publications. Lorsque les "réformateurs" parlent de liberté de constitution des groupes politiques et syndicaux indépendants, ce n'est toujours pas pour les masses populaires, mais seulement pour eux-mêmes. Pour la même raison, quand les amis de monsieur Khatami parlent d'interdiction de la torture, comme leur nouvelle loi le prouve clairement, ils ne veulent pas faire interdire la torture comme un acte sauvage et inhumain sous toutes ses formes et sans aucune condition. Ils veulent juste que les sympathisants de Khatami et des groupes dits nationaux - religieux ne soient pas torturés quand ils sont emprisonnés. Sinon, les "réformateurs" n'ont aucun problème avec la torture des gens qu'ils appellent mohareb, ou plus exactement toutes celles et tous ceux qui sont radicalement opposés au régime islamique. Si un jour tout le pouvoir politique est accaparé par les sympathisants de M. Khatami, ils ne prendraient en considération que l'alinéa de leur loi sur "l'interdiction de la torture". N'est-il pas vrai que la plupart des députés de l'Assemblée islamique, devenus "réformateurs" maintenant, étaient de hauts fonctionnaires du ministère du renseignement (la police politique du régime), inspecteur, tortionnaires ou pasdaran (gardiens de la contre-révolution islamique) ? N'étaient-ils pas, pour la plupart, des membres assidus du Hezbollah (parti des fous d'Allah) ? Ne sont-ils pas des responsables de massacres des centaines de milliers de gens soit dans les prisons politiques soit dans la guerre réactionnaire qui a duré huit ans avec l'Etat irakien ? Ces mesdames et messieurs devenus aujourd'hui de flamboyants mais faux réformateurs ne sont-ils toujours pas les sympathisants de la République islamique ? Sont-ils peu fiers d'être musulmans ? Sont-ils contre les lois islamiques (la charia) qui autorise la mutilation, la décapitation et la lapidation ? Ne sont-ils pas pour les châtiments islamiques dont le moins grave est celui de flageller des êtres humains en public ? Comment peut-on ne pas dire un seul mot sur toutes ces formes de tortures et se dire contre elles ? Bref, un Etat religieux n'a pas d'ailes gauche ou droite véritable. Il n'a pas non plus de conservateurs et de réformateurs. Toutes celles et tous ceux qui défendent l'Etat islamique, d'une manière ou d'une autre, sont sans exception pour la torture et le massacre. La torture fait partie intégrante de l'Etat religieux. Il ne peut pas durer sans elle. Cette réalité a été démontré par l'histoire de l'humanité et 23 ans de République islamique. Pour interdire la torture, il faut rejeter la République islamique, il faut la renverser.

---

## Un an de lutte de classe ouvrière d'Iran

De mai 2001 à mai 2002, la classe ouvrière d'Iran était dans une phase de lutte de classe très importante. Il y a peu de journées pendant toute cette période où les ouvriers de plusieurs entreprises n'étaient pas en lutte ouverte contre les capitalistes et l'Etat qui soutient ces derniers. Les grèves, sit-in, rassemblements, manifestations et barrages de routes sont des formes de lutte, parmi d'autres, que les ouvriers ont choisis. Kar (Travail), l'organe central de notre Organisation a relaté pas moins de 100 cas de protestation et de lutte ouvrière en un an, de mai à mai. Cette vague de lutte de classe ouvrière est peu courante dans l'histoire du mouvement ouvrier d'Iran aussi bien par son ampleur que son enchaînement.

L'évolution du mouvement ouvrier d'Iran ne date pas d'une nuit. Elle est due au résultat d'un processus de lutte qui s'est formée depuis les années 1990 sur un contexte de crise économique et politique. En réalité, le stimulateur matériel de la vague de lutte ouvrière spontanée actuelle trouve sa source dans la crise économique. L'aggravation de cette crise a mis en faillite plusieurs entreprises de production et causé des centaines de milliers de licenciements. Selon certains rapports officiels, le nombre de chômeurs est de cinq millions. Des milliers d'ouvriers actifs ne reçoivent pas leur salaire à temps. Des retards de paiement de salaire sont de quelques mois à plus d'un an parfois. Tous ces ouvriers, chômeurs ou actifs mais ne touchant pas leur salaire, survivent dans la pauvreté et la famine. La situation matérielle des ouvriers actifs n'a cessé de se dégrader. La classe bourgeoise a accentué l'exploitation des ouvriers pour leur faire supporter le poids de la crise et pour avoir plus de profit. Les horaires du travail sont pratiquement augmentés et les salaires réels baissés. Les salaires des ouvriers ne satisfont pas le minimum vital pour la majorité d'entre eux. Alors que le taux d'inflation monte d'année en année, les salaires réels baissent. L'Etat a augmenté très peu les salaires sur une année, mais les prix ont fait des sauts de 40 à 50%. Par exemple le prix du kilo de poulet a augmenté de 45%, d'œuf de 35%, de denrées alimentaires de 25%, de fromage et de riz de 12%. Les transports en commun urbains et interurbains ne sont pas échappés à la hausse, jusqu'à 30%. Le résultat de tout cela est que la classe ouvrière a de plus en plus travaillé, été davantage exploitée mais aussi appauvrie. C'est sur la base de l'aggravation de la crise économique et de la situation matérielle des ouvriers que les luttes spontanées se sont développées d'années en années. Ces luttes se forment autour des revendications économiques et sont spontanées, mais elles ont un autre aspect sur le fond de la crise politique existante.

La lutte des ouvriers pour des revendications économiques ne se fait plus entre les quatre murs d'usine. Elle en sort pour être continuée dans les rues et sur les routes. Les ouvriers ne se contentent plus de grèves, ils descendent dans les rues des grandes villes comme Téhéran et Ispahan pour faire entendre leurs revendications par tout le monde. Ils obligent les responsables de l'Etat de venir leur répondre. Ils occupent, si nécessaire, les bâtiments publics. Il y a eu même un cas cette année, où les ouvriers ont arraché les grilles de l'Assemblée islamique. Dans la plupart des protestations ouvrières, il y eu l'intervention policière. Les ouvriers descendant dans les rues, défient ainsi l'Etat en tant que le représentant de toute la classe capitaliste. C'est pourquoi cette forme de lutte n'est plus qu'économique, elle a des caractères politiques. C'est dans ces conditions que les ouvriers ont réussi quelques fois à faire reculer les capitalistes et leur Etat et à leur faire accepter les revendications. Le différend entre les ouvriers et capitalistes sur la fermeture d'usines est un autre exemple du rapport des forces de classe dans la situation politique actuelle. Les capitalistes et leur Etat veulent fermer des usines ou réduire des effectifs pour leurs propres intérêts. Cela entraîne le chômage des dizaines de milliers d'ouvriers qui y travaillent depuis des années. Hachemi Rafsandjani, l'ancien président de la République islamique, a pu mener cette politique sans rencontrer de mouvements de protestation majeurs. Mais la situation a changé aujourd'hui. Les ouvriers ne laissent plus les capitalistes et leur Etat à fermer les usines et à licencier les salariés à leur guise. Les capitalistes font plus de pression sur les ouvriers en ne payant pas les salaires à temps pour qu'ils cessent de résister. Mais les ouvriers les obligent, par la lutte, de régler les salaires, même si c'est plus tard. Ils ne capitulent pas devant la politique de suppression d'emplois par l'Etat et les capitalistes. C'est un niveau assez important de la lutte de classe ouvrière dans le contexte politique actuel. Sinon dans un pays où règne la dictature ouverte, les capitalistes licencient facilement, comme ils ont fait pendant toute la décennie passée. C'est dans la lutte des classes et de la crise politique existante que la prise de conscience se renforce de jour en jour dans les combats spontanés ouvriers. L'image de cette prise de conscience se constate dans l'accroissement de l'unité et de la solidarité entre les ouvriers

d'Iran. Le temps où les ouvriers ne connaissaient pas les revendications de leurs collègues et n'étaient pas au courant des luttes est bien révolu. Ces dernières années, surtout en un an, le mouvement ouvrier a montré de beaux exemples d'unité et de solidarité. Les soutiens matériels ou mentaux des ouvriers en faveur de leurs collègues tisseurs en sont un exemple. La grève de certaines usines de textiles par solidarité avec les ouvriers d'une autre, la manifestation commune et en même temps sont des exemples d'unité et de solidarité par excellence. La progression du mouvement de classe des ouvriers, plus vaste et plus ample que par le passé, engageant de plus en plus d'ouvriers dans la lutte ouverte et directe et l'accroissement de l'unité et de la solidarité sont tous des signes de cette réalité que la classe ouvrière d'Iran approche à une étape de lutte où son organisation sera de masse. La forme que cette organisation de masse ouvrière prendra ne sera ni indépendante de l'évolution de la situation politique en Iran, ni du niveau de la lutte de classe et ni de la classe dirigeante. Le cours de la lutte des classes résoudra objectivement ce problème. Mais cette lutte des classes a déjà mis dans l'embarras la classe capitaliste au pouvoir et son régime politique qui défend les intérêts de celle-ci. Tous les efforts des capitalistes et de leurs représentants se concentrent, aussi bien à l'intérieur de l'Etat islamique qu'à son extérieur, pour maîtriser cette lutte. Ils emploient encore la violence et en useront dans le futur. Mais cela ne les empêche pas de changer de tactiques et de slogans suivant le niveau de progression de la lutte des classes. Leur seul but est de tromper les ouvriers et de maîtriser leur lutte. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que certaines bandes de la classe dirigeante se rappellent des indemnités pour les chômeurs ou se disent favorables aux organisations syndicales indépendantes ou bien encore à l'officialisation du droit de grève, encore interdite en Iran.

Il y a peu de temps, le Parti islamique du travail et la Maison de l'ouvrier (organisation syndicale gouvernementale) ont proposé un projet à l'Assemblée islamique pour qu'une indemnité - chômage soit instaurée. Mais les autres tendances « réformatrices » l'ont refusée et enterrée avant qu'elle naisse. Le but des organisations précitées n'était bien évidemment pas la défense des intérêts des ouvriers. Tout le monde connaît bien la nature de ces organisations du régime. Elles voulaient propager des illusions sur elles-mêmes auprès des ouvriers et barrer en même temps la lutte de ces derniers. La faction dite réformatrice du régime de la République islamique parle depuis quelques temps d'organisations syndicales indépendantes. Mais elle veut en réalité se servir de cette revendication des ouvriers pour son propre compte au sein de l'Etat. Elle veut en fait fabriquer des organisations qui dépendront d'elle. Elle veut les fabriquer par démagogie. Les réformateurs ne proposent pas la légalisation de la grève du point de vue de l'officialisation des droits ouvriers. Ils constatent bien que les ouvriers d'Iran font grève et n'attendent d'autorisation de personne. Ils la font sans tenir compte des limites imposées et des menaces du régime. Alors quand certains réformateurs parlent de légalisation des grèves, ils veulent en fait que les ouvriers ne fassent pas grève quand ils en décident, mais demandent des autorisations aux appareils policiers et judiciaires ou mettent au courant la Maison de l'ouvrier. Ils veulent contrôler cette forme importante de lutte des ouvriers qu'est la grève. Il est vrai que la liberté est un tout et ne peut pas se diviser. Il n'est pas possible que les libertés politiques et droits démocratiques des masses laborieuses ne soient pas reconnus dans un pays, mais le droit de la grève et de la constitution des syndicats ouvriers le soit. Toutes les factions du régime de la République islamique sont contre les libertés politiques pour les masses populaires d'Iran. C'est pourquoi quand certaines d'entre elles se disent favorables aux organisations syndicales indépendantes et à la légalisation de la grève, elles font de la démagogie et des efforts pour maîtriser le mouvement ouvrier. Mais le fait qu'elles en parlent maintenant est dû à une autre réalité, celle de la progression de la lutte de classe ouvrière. Les ouvriers d'Iran ont bien dépassé cette étape-là. Ils accompagnent leurs grèves des manifestations de rue et anticipent sur les limitations imposées par le régime. Le dépassement des lois du régime par la classe ouvrière d'Iran n'est pas seulement une lutte pour les

revendications économiques mais un acte d'avant-garde pour briser la dictature politique et l'obtention des libertés politiques. La progression de la lutte de classe ouvrière ouvre de nouvelles perspectives dans le combat non seulement contre le régime de la République islamique, mais aussi contre l'ordre économique - social capitaliste en place.

Notre tâche à nous, les communistes, dans ces conditions, est de défendre constamment l'indépendance de classe des ouvriers et de lutter incessamment contre toute démagogie bourgeoise et petite-bourgeoise qui veulent enfermer la lutte de classe ouvrière dans le cercle des relations existantes. Nous devons insister sur la nécessité des comités de lutte clandestins ou toute autre appellation que les ouvriers voudraient leur donner tant que la lutte des classes n'aura pas atteint le stade où la classe ouvrière pourra constituer ses organisations de masses indépendantes. Seuls les petits comités clandestins d'ouvriers peuvent permettre à ses avant-gardes, dans l'état actuel des luttes, de se préserver du régime, de diriger la lutte et de constituer les organisations de masses ouvertes le moment venu. Seule la lutte de classe ouvrière peut former ce genre d'organisation.

---

## Les salaires et la perspective des protestations ouvrières

Après un retard important, le Conseil supérieur du travail a annoncé sa décision sur l'augmentation des salaires ouvriers pour la nouvelle année (l'année iranienne commence le 21 mars). Le ministère du travail et des affaires sociales a ensuite publié une circulaire pour que cette décision soit appliquée.

Selon la circulaire du ministère du travail le salaire journalier minimum des ouvriers couverts par le code du travail pour cette année (du 21 mars 2002 au 20 mars 2003) augmente de 4,5% plus une prime de 350 tomans par jour (environ un demi dollar américain). La hausse de 4,5% est pour la partie fixe du salaire ouvrier. Ceux qui n'ont pas une partie fixe de salaire, ne bénéficieront pas de cette hausse. Les agents de la bourgeoisie et les membres du Conseil supérieur du travail ont publié la circulaire avec beaucoup de "si" et d'une manière compliquée pour que les ouvriers ne puissent en saisir le contenu et que le patronat puisse faire à sa guise. A part les points opaques de la circulaire et l'effort des agents de la bourgeoisie pour diviser les ouvriers, ils toucheront, après la hausse de 4,5% plus 350 tomans, environ l'équivalent de 2 dollars et 91 cents américains soit un peu plus de 87 dollars américains par mois. Autrement dit le minimum du salaire mensuel des ouvriers étant de 71 dollars pour l'année précédente passe à 87, ce qui est égal à 23% d'augmentation. Mais cette hausse est absolument insuffisante. Car tous les prix ont fait un grand saut au mois de mars (dernier mois du calendrier iranien). Le taux d'inflation a aussi été plus important. Une autre raison de cette insuffisance était le fait que l'Etat a supprimé les différents taux de change des devises. Cette unification des taux a baissé encore plus le pouvoir d'achat des ouvriers. Les pressions subies par les ouvriers et leurs difficultés matérielles ont été tellement graves que même les responsables des organisations ouvrières du régime (les seules autorisées) ont dû extérioriser des inquiétudes. Ils ont sans cesse alerté le gouvernement des effets de la situation insupportable des ouvriers et le fait qu'elle peut entraîner des explosions sociales. Ils ont alors demandé que les hausses de salaires soient plus importantes pour que les pressions, et par conséquent le risque des explosions sociales soient moindres. C'est pourquoi ils ont même proposé 7 dollar 50 ou 8 dollar 10 comme salaire minimum par jour. Mais Atarodian, secrétaire de l'Association syndicale du patronat a proposé que le salaire minimum journalier

soit fixé à 3 dollars et 40 cents! Une vague de protestations ouvrières a suivi la proposition de ce représentant du patronat et puis les responsables des organisations syndicales ouvrières du régime ont déclaré leur mécontentement face à cette proposition patronale. En tout cas, le chiffre annoncé par le Conseil supérieur du travail ne répond ni aux revendications des ouvriers ni aux besoins d'une famille ouvrière de 5 membres. Car il ne correspond ni à la hausse du taux d'inflation, ni même au chiffre que les organisations du régime ont demandé.

La décision du Conseil supérieur du travail qui n'a même pas satisfait les milieux ouvriers les plus proches du régime, a prouvé une nouvelle fois que ce Conseil est complètement sous les ordres de la bourgeoisie et ne fait rien en faveur des ouvriers. Selon les statistiques officielles que les journaux du régime publient, le seuil de la pauvreté est de 225 dollars par mois alors que les capitalistes et leur Etat fixent un salaire de 87 dollars et 50 cents par mois. Ils veulent donc que les ouvriers restent toujours sous le seuil de la pauvreté. Il est clair que l'exploitation sauvage et d'énormes difficultés pour les familles ouvrières ne cesseront de s'aggraver dans ce cas-là. Il faut rappeler qu'en supprimant les différents taux de change des devises, certaines aides non - liquides attribuées aux ouvriers n'existeront plus. Ces aides comblaient une partie des besoins de la vie courante et leur suppression entraîne donc plus de difficultés pour les ouvriers et leurs familles. La suppression d'autres subventions redouble les difficultés. Chaque ouvrier sait qu'avec 87 dollars et 50 cents par mois, son salaire réel a baissé. Les réalités de la vie sociale montrent qu'il y a un grand gouffre entre les salaires et les dépenses de première nécessité (alimentation, logement etc.) d'une famille ouvrière. Les pressions économiques sont vraiment devenues insupportables. Il ne faut pas oublier que la petite hausse des salaires concerne les ouvriers qui sont couverts par le code du travail, alors qu'il y a des millions d'autres qui ne peuvent se prévaloir de ce code. La vie est encore plus difficile pour eux. Il y a aussi d'autres ouvriers encore plus pauvres que les deux groupes précédents, ce sont des millions de chômeurs qui n'ont rien pour vivre! Il est clair que les ouvriers ne restent pas inertes face à tant d'injustices. L'esprit de lutte se développe sans discontinuité dans les milieux ouvriers. Les capitalistes et leur Etat n'ont pas voulu entendre des dizaines de milliers d'ouvriers qui ont protesté, au mois de mars, contre la petite hausse des salaires. Les ouvriers répliqueront à cette surdité patronale en continuant leur lutte pour la hausse significative des salaires. Ils ont bien compris que le Conseil supérieur du travail est une institution anti-ouvrière. Seule une lutte organisée et continue des ouvriers peut faire accepter aux capitalistes et leur Etat les revendications pour la hausse des salaires. Il y a en perspective une année de lutte plus importante et pour le paiement des arriérés de salaire et pour l'augmentation adéquate des salaires.

---

## Le néolibéralisme et ses solutions économiques

Khatami est arrivé à la présidence de la République islamique en faisant sienne le slogan du "développement politique". Ce slogan a pris une place importante dans le climat politique d'Iran, une société pleine de mécontentements populaires, lesquels viennent des pressions économiques et politiques considérables. Mais le fait est que le slogan du "développement politique" a vite été mis de côté! La faction de Khatami s'est servie de ce slogan pour obtenir plus de concessions de sa faction rivale. Khatami et sa faction a voulu maîtriser et dévier les luttes des masses populaires en se disant pour le développement politique. Toute la bourgeoisie les a soutenus à cette fin. Ce slogan s'est rapidement périmé. La bourgeoisie avait plutôt besoin de "développement économique" que de "développement politique" ! Elle a

voulu reprendre le plus promptement possible le chemin des politiques économiques dont l'application ne pouvait plus attendre. Elles étaient fondées sur les principes du Fonds monétaire internationale et la Banque mondiale. Elles étaient mises dans les programmes économiques du prédécesseur de Khatami pendant 8 ans, c'est-à-dire Hachemi - Rafsandjani.

Quand les poussières du "développement politique" sont retombées par terre, la faction de Khatami a totalement admis les positions des Constructeurs (un parti de technocrates du régime proche de Khatami maintenant et de Rafsandjani hier!) La faction de Khatami n'a jamais eu de programme économique indépendant. Il y a 2 ans, Khatami a dévoilé "le 3ème plan du développement économique". Le principal axe de ce plan n'est autre que la privatisation de l'industrie et des unités de production. Il veut laisser "libre" les capitalistes du pays et les investisseurs étrangers de piller et d'exploiter les ouvriers et salariés. Le plan de Khatami est donc une suite des politiques économiques de son prédécesseur mais en plus grand et en plus accéléré! N'oublions pas que le gouvernement et l'Assemblée islamique actuels dits "réformateurs" ont mis de nombreux moyens et facilités à la disposition des capitalistes intérieurs et investisseurs étrangers, entre autres des aides financières, des allègements d'impôts, une loi pour les investissements étrangers. Les "réformateurs" de la faction de Khatami ont même voté une loi pour la soi-disant reconstruction et la rénovation industrielles, une loi entraînant des centaines de milliers de licenciements rien que dans le secteur du tissage. N'oublions pas que ce sont bien les "réformateurs" de la faction de Khatami qui ont voté la suppression du code du travail pour les ateliers de moins 5 salariés. Ils ont aussi légalisé la généralisation des contrats de travail à durée déterminée.

C'est à cause de l'application des directives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale que les privatisations ont pris une vive allure en Iran. L'Etat liquide ainsi les richesses sociales sans aucune discrétion. Le gouvernement de Khatami a créé une Administration des privatisations laquelle a en charge immédiate la vente de 189 entreprises publiques aux capitalistes intérieurs et leurs associés étrangers. Quarante privatisations se feront cette année et le reste l'année prochaine. Les biscuiteries Gordji, Pneus Diana, Câbles Bakhtar et Acieries Navard sont parmi les entreprises à privatiser avant la fin de l'année. Pour le 1er semestre de l'année en cours (l'année iranienne commence le 21 mars) de 2 à 99% des actions de 50 entreprises publiques ont été vendus en Bourse, des entreprises comme Ardel, Offset, Iran Khodro, Diesel, Bhoutan, Produits Pars, Pars électrique, Textiles de Behchahr, Ciment de Téhéran, Industrielle Déna, Kimidarou, Groupe Bahman, Motogène, et Navard aluminium. Après l'accord du Conseil d'Etat, la Haute commission des privatisations a demandé que les actions de 14 filiales de la Société Nationale du Pétrole d'Iran soient mises en vente à la Bourse pour le 1er semestre de l'année en cours. Cette décision précise que 100% des actions de la Pétrochimie de Tabriz, de Bandar - e - Emam, de Khorassan, de Razi et de Chiraz ainsi que 40,6% de celle d'Arak, 49,7% d'Ispahan, et 33,33% de Khark doivent être vendues à la Bourse. Les autres entreprises privatisables dans l'immédiat, à hauteur de 100% des actions, sont la Société des travaux non industriels et des services pétrochimiques, la Société des Transports de Marchandises, l'Organisation des services pour les hélicoptères, les Transports par route, la Pétrochimie, la Société des services en ingénierie de bâtiment et la Société des Experts techniques d'Iran. Rappelons que ce grand nombre de privatisations ne concerne que le 1er semestre. Il y en aura d'autres pour les 6 mois qui suivront. Il y a 99 entreprises publiques à privatiser pour le second semestre de l'année en cours, parmi lesquelles se trouvent Jamko, Sucres de Dezfool, Mobliran et Nakhkar.

Rappelons aussi que les dirigeants de toutes les factions de la République islamique sont d'accord avec les privatisations programmées. Ils prétendent qu'elles seront bonnes pour la création d'emplois, la baisse du chômage et la suppression des difficultés économiques! Il n'y

avait, dans un passé récent, que les Constructeurs - parti fait de toutes pièces par Rafsandjani - qui étaient d'ardents défenseurs des directives néolibérales de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Mais aujourd'hui tous les partis islamiques - les seuls autorisés en Iran - soutiennent sans condition les privatisations.

L'application des politiques économiques néolibérales en Iran ne date pas d'hier. Elles n'ont jamais baissé le chômage, mais en ont créé davantage. Des dizaines d'ouvriers ont été licenciés et des centaines de milliers d'autres risquent de l'être massivement. Aucun ouvrier n'accepte les fourberies de l'Etat sur la création d'emploi par les privatisations. Si les privatisations sont bonnes pour l'économie, pourquoi l'inflation et la cherté de la vie ont continué? N'est-il pas vrai que le pouvoir d'achat des ouvriers a sans cesse baissé ces dernières années? Quelle difficulté matérielle des ouvriers et des autres couches laborieuses a trouvé solution dans les privatisations que le prédécesseur de Khatami a accomplies? Le néolibéralisme est à l'ordre des pays capitalistes depuis 30 ans. Les directives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ont été appliquées dans plusieurs pays. Elles n'ont été suivies que par le recul des acquis de la classe ouvrière, la baisse de la sécurité sociale, la réduction des salaires, la hausse du chômage, l'instabilité de travail et l'accentuation de l'exploitation de la classe ouvrière. Il n'y aura pas d'exception en Iran. Quand la classe dirigeante parle de "développement économique", il faut entendre le maximum de profits pour les capitalistes. La classe au pouvoir veut liquider les richesses sociales que les ouvriers ont créées par leur travail. Elle le fait sous prétexte du "développement économique".

Les privatisations sont une solution bourgeoise qui ne résout aucun problème économique. Les difficultés économiques actuelles ne peuvent être résolues que par une voie radicale et révolutionnaire. Cette voie doit garantir le dépassement des cadres de l'ordre existant. Elle doit aboutir aux changements de fond. Cette voie dont la classe ouvrière est porteuse de drapeau, est totalement opposée à celle de la bourgeoisie. C'est une voie prolétarienne qui doit mettre à bas d'abord le régime de la République islamique.